

Pour une Université de service public accessible à tous-tes !

Non à l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-ère-s extracommunautaires !

Le gouvernement veut augmenter drastiquement les droits d'inscription pour les étudiant-e-s extracommunautaires : **ils passeraient de 170 € à 2770 € pour une inscription en licence et de 243 € ou 380 € à 3770 € pour un master ou un doctorat !**

Cette augmentation est une attaque directe contre les valeurs humanistes et universalistes de l'université française qui participent à la garantie d'une égalité d'accès du plus grand nombre dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, à l'inverse de la ségrégation sociale qui réduit le nombre d'étudiants issus des classes populaires.

C'est aussi une attaque contre la recherche publique qui accueille un tiers de doctorants d'origine extracommunautaire et qui fera renoncer nombre d'entre eux, les plus précaires, à leur projet d'études en France.

Les conséquences pour les formations et les laboratoires de recherche, seraient désastreuses. Les laboratoires ont tissé de nombreux liens internationaux qui sont au cœur des évolutions scientifiques. Une telle mesure nuirait considérablement à ces échanges scientifiques comme au rayonnement de la recherche française.

Ce projet, s'il était mis en œuvre, transformerait davantage encore la nature de l'enseignement supérieur et de la recherche publique vers sa marchandisation. **Il serait le prélude à une hausse généralisée des frais pour tous les étudiant.es.**

Pour la CGT, l'objectif du gouvernement est triple : rendre rentables et payantes quelques universités « prestigieuses », mettre en place un juteux secteur bancaire de prêts pour les étudiant.es écrasé.es de dettes et réduire le financement du service public par l'État.

Il y a urgence à retirer ce projet : à sa seule annonce, nombre d'établissements constatent déjà une baisse drastique des inscriptions, certaines formations sont même menacées de fermeture faute d'étudiants...

La communauté universitaire est, elle aussi, vent debout contre cette mesure : toutes les organisations syndicales du secteur se sont exprimées contre, trois organisations étudiantes s'y opposent, et d'ores et déjà 17 universités ont annoncé qu'elles refuseraient de l'appliquer. Contestation à laquelle s'ajoutent de très nombreuses voix du monde scientifique.

Le gouvernement doit écouter et retirer son projet

La CGT revendique la gratuité des droits d'inscription à l'université des étudiant.es, français et étrangers. Elle condamne un projet discriminatoire qui priverait notre pays d'une richesse de profils, d'échanges et de coopérations scientifiques nécessaires à la communauté internationale pour relever les défis auxquels notre monde contemporain est confronté.

Montreuil, 14 février 2019